



# LE TRAVAILLEUR

Le journal de l'Union départementale CGT de Paris



# PARISIEN



avril - mai 2026

N° 1279



© Pierrick Villette

## L'AGENDA CGT

### 28 avril

Journée internationale de la santé et de la sécurité au travail.  
 Rassemblement square Marie-Curie, allée Amara-Doumassy,  
 Paris 13<sup>e</sup>

### 1<sup>er</sup> mai

Journée internationale de lutte pour les droits des travailleurs  
 et des travailleuses

### 8 mai

Troisième édition du Village antifasciste, place du Panthéon

Le Travailleur parisien,  
 publication mensuelle  
 de l'Union départementale  
 CGT de Paris  
 85, rue Charlot  
 75003 Paris  
 www.cgtparis.fr  
 tél. : 01 44 78 53 31  
 fax. : 01 48 87 89 97  
 tp@cgtparis.fr

**Directeur de la publication**  
 Karl Ghazi

**Responsable de la rédaction**  
 Sophie Méreau

**Comité de rédaction**  
 Francis Ambrois  
 Jean-Marie Bretagne  
 Karl Ghazi  
 Sophie Méreau  
 Adèle Tellez

**Photos**  
 Christian Fruchard  
 Karl Ghazi  
 AdobeStock\_498115669  
 Yanis Megal

**Mise en page**  
 Jacqueline Colombo

Prix de la publication: 1 €  
 Imprimé par nos soins  
 N° CPPAP 012150637  
**ISSN : 0290 - 8727**

**Changement de destinataire  
 ou d'adresse**

Toute demande de changement  
 d'adresse devra être faite au  
 Travailleur parisien (administration)  
 en précisant la nouvelle  
 et l'ancienne adresse.



Retrouvez tous les articles  
 du Travailleur parisien  
 sur le site de l'UD CGT de Paris  
[www.cgtparis.fr](http://www.cgtparis.fr)



## SOMMAIRE

ÉDITO .....	3
ACTUALITÉ REVENDICATIVE	
Élections municipales PAS DE CHÈQUE EN BLANC À GRÉGOIRE .....	4
Immigration AUX CÔTÉS DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS ÉTRANGÈRES .....	5
"Bien chez soi" 18 JOURS DE GRÈVE ET AU BOUT LA VICTOIRE .....	6
Syndicat et luttes LGBTQIA+ EN FINIR AVEC LA HIÉRARCHIE DES LUTTES .....	7
INTERNATIONAL	
Guerre en Iran et au Liban NOUVEAU DÉSORDRE OU ACCIDENT ? .....	8
CULTURE	
Photo SEBASTIÃO SALGADO À L'HÔTEL DE VILLE .....	10

## LA LUTTE EST BELLE !

Depuis le début de l'année, nombreuses sont les luttes à Paris.

### Des luttes locales...

Au mois de janvier, les salarié·es de la Biocoop des Fêtes ont signé, après trois semaines de grève, un protocole de fin de conflit qui met un terme à un management toxique et permet l'augmentation des salaires. Les salarié·es de la restauration du musée d'Orsay ont obtenu, après cinq jours de grève, une augmentation des salaires, des primes, la création de postes. Dernièrement, nous avons assisté à la grève victorieuse des salarié·es de l'association Bien chez soi. De nombreuses luttes sont en cours, comme au cinéma UGC des Halles ou encore à la bibliothèque du Muséum d'histoire naturelle. Le courage de ces travailleurs et travailleuses est la démonstration que les victoires sont à portée de main dès lors que l'on construit la solidarité et que l'on s'organise.

### ... aux luttes nationales et internationales

Gabriel Attal a déposé une proposition de loi visant à mettre fin au 1<sup>er</sup> Mai, journée internationale de lutte pour les droits des travailleurs et des travailleuses. Grâce à la mobilisation, le gouvernement l'a retirée mais c'était pour la remplacer immédiatement par la mise en place d'une autorisation accordée aux boulangers et aux fleuristes de faire travailler leurs employé·es sur la base du volontariat (on sait ce que cela veut dire). Des organisations syndicales – notamment la Fnaf CGT, l'UD CGT de Paris et la CGT Travail Emploi Formation professionnelle – ont alors contesté cette autorisation auprès du Conseil d'État, qui leur a donné raison ! De même, pour la proposition de la loi Yadan qui, sous prétexte de combattre l'antisémitisme, n'avait pour but que de réduire la liberté d'expression, notamment de celles et ceux qui dénoncent le génocide que subit le peuple palestinien. Le gouvernement est en voie de l'abandonner.

Quant à la journée mondiale de la santé et de la sécurité au travail du 28 avril, elle nous montre combien il nous reste à faire pour améliorer les conditions de travail, pour tout simplement ne pas perdre notre vie à la gagner. Avec trois millions de morts au niveau mondial, le travail tue davantage que la guerre. La France, elle, est la triste championne d'Europe de la mortalité au travail.

### La solidarité comme valeur cardinale

De toutes ces mobilisations, la lutte des employé·es du salon de coiffure du 65, boulevard de Strasbourg marque le paysage parisien. Avec plus de soixante jours de grève et d'occupation du salon de coiffure sept jours sur sept et vingt-quatre heures sur vingt-quatre, elle est surtout la preuve que la lutte peut être déterminée, dure, mais aussi joyeuse, à travers les nombreuses initiatives festives et solidaires, et qu'au fond, la lutte est belle !

Sophie Méreau, UD de Paris

## ÉLECTIONS MUNICIPALES

PAS DE CHÈQUE  
EN BLANC À GRÉGOIRE

Les élections municipales qui viennent de se terminer permettent d'avoir un état des lieux de la situation politique. Même si l'analyse devra être affinée, plusieurs tendances se dégagent. Décryptage.

Les résultats des élections municipales montrent que la fragmentation du paysage politique au niveau national se confirme au niveau local. L'extrême droite, avec le RN en premier lieu, confirme son ancrage durable, ce qui est extrêmement inquiétant à un an des échéances présidentielle et législatives. Le RN gagne ainsi de nombreuses villes et multiplie le nombre de ses conseillers municipaux, ce qui peut lui permettre d'avoir un groupe au Sénat lors des prochaines élections sénatoriales. C'est un pas de plus dans la banalisation de ce parti.

RECOMPOSITION POLITIQUE  
AUTOUR DE L'EXTRÊME DROITE

Autre signe inquiétant, l'analyse des résultats montre que l'« union des droites » au profit de l'extrême droite s'est déjà largement faite dans les urnes entre électeurs proches des partis de droite et du centre, de LR à Renaissance en passant par Horizons. Cette recomposition politique autour de l'extrême droite est toujours un préalable à son accession au pouvoir. Les exemples, y compris récents, ne manquent pas. Que ce soit pour l'Amérique de Trump ou l'Italie de Meloni, le schéma est toujours le même : l'extrême droite impose son discours, ses idées, et contamine le champ politique jusqu'à ce qu'une grande partie de celui-ci s'aligne et la rejoigne. C'est ce que nous sommes en train de vivre, et ces élections municipales en sont l'une des illustrations.

De son côté, la gauche, elle, est profondément divisée et navigue entre opposition frontale et alliances de circonstance selon les sensibilités dominantes des militants locaux. Malgré cela, elle est loin de l'effondrement prédit par les sondages, et en ce qui concerne LFI, celle-ci gagne un certain nombre de villes et s'implante dans un grand nombre de conseils municipaux.

L'ÉTAT FRANÇAIS EST  
STRUCTURELLEMENT RACISTE

Cette dynamique est cependant à relativiser parce que ce mouvement n'avait jusque-là jamais accordé grande attention à ce scrutin et que, d'autre part, son résultat national se rapproche de celui des dernières européennes. Il faut cependant souligner que LFI a fait élire des maires issus des quartiers populaires et de l'immigration des anciennes colonies françaises, ce qui a

déclenché une tempête médiatique raciste de grande ampleur. Comparaison avec des singes, renvoi à la figure de l'homme primitif, manipulation des mots, tout y est passé, dans le silence assourdissant de la plus grande partie du champ politique et bien entendu du gouvernement.

Cette séquence nous rappelle à quel point l'État français est structurellement raciste et repose sur une vision coloniale des habitants issus de ses anciennes colonies, que ce soit dans le rapport à l'emploi, au logement ou aux services publics, et évidemment à la représentation politique. Ceux-ci peuvent être tolérés tant qu'ils restent « à leur place », c'est-à-dire en situation de « dominés », mais dès qu'ils en sortent, le couperet tombe. En l'absence d'alternative politique et sociale, le racisme et sa logique ségrégationniste devient le projet politique et économique de ceux qui craignent le déclassement, la perte de situation ou, en ce qui concerne la grande bourgeoisie, le simple partage des richesses. Il y a vraiment urgence à engager la bataille idéologique et culturelle sur ce sujet.

MÊME EMPLOYEUR  
ET MÊMES REVENDICATIONS

Enfin, à Paris, la lourde défaite de Dati est un soulagement, tant celle-ci incarnait tout ce contre quoi nous luttons et avait mené de plus une campagne particulièrement détestable. Elle n'a d'ailleurs pas refusé le soutien au second tour de l'extrême droite incarnée par Knafo. Cette extrême droite qui, à Paris, a fait ses plus gros scores dans les quartiers les plus huppés, ce qui démontre que cette grande bourgeoisie reste fidèle au slogan « Plutôt Hitler que le Front populaire », quand bien même il s'agirait aujourd'hui d'une bien pâle version de celui de 1936. Nous n'accordons aucun chèque en blanc à Emmanuel Grégoire, qui est l'héritier de la majorité sortante et de sa politique. Nous savons pertinemment qu'une bonne partie de cette majorité n'a pas une affection débordante pour les organisations syndicales et pour la CGT en particulier, l'épisode sur la tentative de fermer une annexe de la Bourse du travail en fut d'ailleurs la démonstration. Nous serons donc mobilisé·es pour faire aboutir nos revendications sur les services publics, l'école, les transports, l'accès à la santé pour toutes et tous et sur tant d'autres sujets. Et, bien entendu, nous serons mobilisé·es aux côtés du personnel municipal pour défendre toutes ses revendications face à son employeur.

## IMMIGRATION

AUX CÔTÉS DES  
TRAVAILLEUSES ET DES  
TRAVAILLEURS ÉTRANGER·ES

**Actif depuis de nombreuses années, le collectif Immigration de l'UD vient d'en vivre deux particulièrement intenses et difficiles. En effet, sur le plan de la législation, il y a eu des évolutions qui, on le sait ou on le devine, n'ont pas été en faveur des travailleur·ses immigré·es.**

Dans la dernière période, la législation à l'égard des travailleur·ses étranger·es a évolué. En particulier, nous avons assisté à la fin de la circulaire Valls, circulaire qui, si elle était imparfaite et insatisfaisante, a permis néanmoins la régularisation de nombreuses personnes sur la base du travail, notamment à Paris. De plus, deux autres événements sont venus percuter notre activité d'accompagnement et d'organisation des travailleur·ses sans papiers : le passage particulièrement destructeur de Bruno Retailleau au ministère de l'Intérieur, qui a poussé les préfetures à arrêter toute forme d'échange avec les organisations syndicales et les associations, nous laissant dans un flou total sur les interprétations de la loi ; et la mise en place de l'Anef, la plate-forme de dématérialisation des demandes de titre de séjour, qui a été catastrophique, les difficultés d'utilisation s'accumulant à une échelle invraisemblable.

## UN UNIVERS KAFKAÏEN

Tous ces éléments ont mené à une situation encore plus ubuesque. Non seulement déposer une première demande de titre était très difficile et dangereux, le risque étant de se voir délivrer une OQTF (Obligation de quitter le territoire français) mais, en plus, les retards sur les renouvellements des titres de séjour se sont accumulés. Ainsi, des dizaines de milliers de salarié·es, régularisé·es depuis plusieurs années et dont la situation n'avait pas changé, ne parvenaient plus à obtenir de rendez-vous en préfeture pour, tout simplement, renouveler un titre. Cela a eu des conséquences dramatiques car les employeurs ont fréquemment cherché à suspendre les salarié·es concerné·es, voire à les licencier. Le collectif Immigration de l'UD est donc intervenu auprès de nombreux employeurs, parfois avec l'appui des représentant·es CGT des entreprises, pour empêcher ces licenciements.

Toutes ces difficultés ne sont dues ni au hasard ni à la fatalité. Elles sont le fruit de politiques publiques racistes et hypocrites. Les travailleuses et les travailleurs étrangers font tourner des pans entiers de l'économie, notamment en Île-de-France. Pensons à l'aide à domicile, aux soins aux enfants et aux personnes âgées, à l'hôtellerie-restauration, au BTP, au commerce, au nettoyage, à la sécurité... Elles et ils contribuent également à notre société

en payant des cotisations sociales et des impôts. Bref, les maintenir dans une telle situation de précarité administrative est non seulement irresponsable mais totalement injuste.

## DE L'INDIVIDUEL AU COLLECTIF

Nous sommes des syndicalistes, par conséquent nous le savons : c'est le rapport de force qui permet de changer les choses. C'est pourquoi le collectif Immigration de l'UD de Paris tient tous les lundis matin une permanence pour les travailleur·ses étranger·es. Elle se déroule en deux temps : nous réunissons d'abord les travailleur·ses, afin d'exposer la situation et d'échanger sur le travail, les rendez-vous en préfeture, les difficultés, les possibilités de mobilisation collective ; puis nous avons des rendez-vous individuels avec chaque salarié·e pour les accompagner sur des problématiques spécifiques. Au cours de ces permanences, nous apprenons à connaître les travailleur·ses, qui reviennent souvent plusieurs fois. Nous pouvons régler des problèmes individuels, mais aussi construire des mobilisations collectives. Ainsi, la grève des coiffeuses et barbiers du boulevard de Strasbourg, qui dure depuis le 3 mars, permet d'augmenter le rapport de force. L'énergie et la solidarité formidables des grévistes et de leurs soutiens de la CGT, qui occupent le salon de coiffure vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ont permis de mettre le sujet sur le devant de la scène. La vulnérabilité des salarié·es étranger·es, en particulier lorsqu'ils et elles sont sans papiers, est démontrée de manière éclatante boulevard de Strasbourg. Cette situation les a amené·es à être victimes de traite des êtres humains de la part de patrons qui ont gravement abusé de cette vulnérabilité.

La démonstration est très claire : c'est l'absence de titre de séjour qui crée la vulnérabilité. Il faut délivrer des titres à toutes et tous les travailleur·ses, pour les protéger et pour qu'ils et elles aient accès à leurs droits. Et c'est la solidarité dans la grève qui permet d'en sortir, de dénoncer la situation et d'obtenir des titres de séjour. C'est tout l'objectif du collectif Immigration de l'UD : créer du collectif là où les salarié·es sont le plus exploité·es, pour gagner des luttes.

**Le collectif Immigration de l'UD Paris**

“BIEN CHEZ SOI”

# 18 JOURS DE GRÈVE ET AU BOUT LA VICTOIRE

Comme son nom le laisse deviner, « Bien chez soi » a pour activité l'aide à domicile. C'est une association, qui compte trois cents salarié·es. Et ces salarié·es, pour ce qui les concerne, n'étaient pas bien dans leur boulot : journées à rallonge, salaires de misère, transport conséquent entre chaque intervention, telles étaient leurs (mauvaises) conditions de travail. Ils nous racontent la suite...

En septembre 2025, l'arrivée d'un nouveau directeur à Bien chez soi a été la goutte de mépris qui a fait déborder le vase : management extrêmement vertical, embauche de cadres très bien payé·es, injonctions à la rentabilité au détriment de la qualité des soins... Grosse goutte ! Alors, avec l'aide de l'Union locale CGT du 17<sup>e</sup> arrondissement, les militant·es de l'entreprise ont préparé la mobilisation, qui sera lancée le 2 avril devant le siège de l'entreprise, sous les yeux d'une direction plutôt sûre de son fait. Pourtant, le ton avait été immédiatement donné : plus de quatre-vingts grévistes qui ont tenu un piquet toute la journée, dans un quartier peu habitué aux manifestations.

## SAVOIR S'INSCRIRE DANS LA DURÉE

La grève s'est poursuivie le lendemain, avec le soutien des autres bases CGT de l'arrondissement et de la capitale. Puis il a fallu se rendre à l'évidence : la direction pariait sur un essoufflement rapide du mouvement. Il allait donc falloir tenir plusieurs jours, créer une caisse de grève, outil vital dans un secteur où les salaires suffisent à peine à vivre. Gonflées à bloc à la fin du deuxième jour de grève grâce à l'ampleur de la mobilisation et à la visite de soutien de personnalités politiques (dont le sénateur Ian Brossat), les grévistes ont su s'inscrire dans la durée malgré les obstacles : le siège n'accueille que le personnel de bureau, les aides à domicile et soignantes travaillent au domicile des personnes dont elles s'occupent, et ne se croisent donc presque jamais. Faire durer la grève, c'est écrire des messages et appeler ses collègues sans relâche, seul moyen de se passer les infos et de se motiver mutuellement. Lors des premières négociations, les salarié·es ont déposé leurs revendications : paiement à la même date pour tout le monde, retour de la subrogation pour éviter les pertes de salaire en cas d'arrêt maladie, généralisation des tickets restaurant (dont les aides à domicile sont aujourd'hui exclues). La direction s'est d'abord montrée inflexible : tous les leviers économiques sont

entre les mains des financeurs et malgré toute sa bonne volonté, elle ne peut pas leur accorder un euro de plus.

## UNE LUTTE QUI FERA DATE

Alors les travailleuses sont allées voir les financeurs avec un rassemblement devant l'Agence régionale de santé à Saint-Denis... pour se voir répondre que l'ARS comprenait leurs demandes mais que les financeurs ne pouvaient pas intervenir dans les choix de gestion interne des associations. Bref, un renvoi de balle permanent, bien pratique pour éviter aux décideurs de devoir faire quoi que ce soit.

Sauf que la détermination des grévistes n'a pas faibli, et les soutiens – notamment de Sophie Binet – ont continué de venir appuyer la lutte sur le piquet. La direction a alors commencé à reculer : les dates de versement des salaires seraient harmonisées d'ici septembre ; la subrogation ferait l'objet d'une réflexion. Insuffisant, ont estimé les grévistes, qui ont reconduit le mouvement jusqu'à ce que sa mise en place soit prévue pour janvier 2027. Des négociations seront ouvertes sur les conditions de travail, sur les tickets restaurant, dont la gestion actuelle est illégale. Là-dessus, la direction invoque des contraintes budgétaires et préfère rester hors la loi plutôt que permettre aux salarié·es de se nourrir correctement le midi. Les grévistes ont alors posé un ultimatum : des tickets restaurant pour tou·tes en septembre ou ils saisiront le conseil de prud'hommes.

Les principales revendications ayant étant obtenues, cette première grève peut être qualifiée de victorieuse, malgré les difficultés à mener une lutte dans un tel secteur, où il faut se battre contre son employeur mais aussi contre les financeurs, et contre l'État qui détermine leur budget ! Et, surtout, c'est une victoire qui fera date dans la branche de l'aide à domicile et qui marquera à n'en pas douter le début d'une dynamique de lutte dans d'autres associations de ce secteur à Paris.

## SYNDICAT ET LUTTES LGBTQIA+

EN FINIR AVEC  
LA HIÉRARCHIE DES LUTTES

Le 8 avril dernier, le syndicat parisien CGT des sociétés d'étude organisait une soirée sur un sujet trop souvent jugé marginal : quelle place pour les luttes LGBTQIA+ dans le syndicalisme ? Deux intervenant·es sont venues nourrir ce débat. Compte-rendu d'un *afterwork* où il y avait beaucoup à dire.

Les *afterworks* du syndicat parisien CGT des sociétés d'étude, c'est un format simple et efficace : se retrouver dans un cadre convivial pour discuter de grands thèmes autour des luttes syndicales, entre syndiqué·es mais aussi en y faisant venir des collègues qui ne le sont pas encore. Après une soirée consacrée à la place de l'intelligence artificielle dans le travail, c'est la question des droits et des conditions de travail des personnes LGBTQIA+ qui était à l'ordre du jour ce 8 avril. Un choix délibéré car ce sujet est encore trop souvent relégué au rang des questions jugées secondaires. Résultat : les personnes concernées sont invisibilisées, leurs souffrances ignorées, et les syndicats passent à côté d'un pan entier de la réalité du travail, sans chercher à comprendre pourquoi ces personnes sont si peu syndiquées.

Pour animer la discussion, deux intervenant·es aux profils complémentaires : Estelle Fisson, docteure en sciences politiques de l'université Lyon II, dont la thèse porte sur l'émergence et la transformation de la cause gay et lesbienne puis LGBT dans les syndicats français et espagnols entre 1968 et 2021, et Arthur Brault-Moreau, adhérent CGT et membre du collectif QueerParlonsTravail (QPT), qui a pour objectif assumé de « queeriser » les syndicats et syndiquer les queers.

“CE N'EST PAS UN SUJET MINORITAIRE,  
C'EST UN SUJET MINORÉ”

Que faire en tant que syndiqué·es ?

Comment les syndicalistes peuvent-ils être de véritables alliés·es ? Estelle Fisson a identifié deux axes. D'abord, la négociation d'accords collectifs incluant des droits spécifiques, par exemple les congés pendant les parcours de transition, à intégrer directement dans les conventions collectives. On les préférera à la signature de chartes, qui sont parfois un premier pas pour gagner des droits mais qui sont souvent réduites à du *pinkwashing* patronal, où on affiche un soutien à la cause LGBT pour soigner son image, mais sans engagement réel derrière.

Deuxième axe : l'action en justice. Mais elle reste timide : les victimes de LGBTphobies au travail préfèrent souvent quitter leur entreprise plutôt que se battre. Changer cela suppose un

accompagnement syndical solide, et des décisions de justice qui feront jurisprudence, comme le rappelle Arthur Brault-Moreau. Son collectif QPT propose des permanences d'orientation syndicale et juridique, des animations de groupes de parole et des formations. Et prépare actuellement avec des camarades CGT une formation de deux jours. Ce qui manque encore : des interlocuteur·rices formé·es aux enjeux trans et queers parmi les défenseur·ses syndicaux/ales et les conseiller·es du salarié.

SELON UNE ÉTUDE IFOP PUBLIÉE  
LE 22 AVRIL :

- ▶ **72 %** des salarié·es LGBTQIA+ sont aujourd'hui « out » au travail (+ 19 points en cinq ans) ;
- ▶ **37 %** déclarent avoir subi des discriminations de la part de leur direction (+ 12 points depuis avril 2024) ;
- ▶ **36 %** ont déjà été victimes d'au moins une agression (+ 8 points en deux ans) ;
- ▶ **68 %** rapportent des propos LGBTphobes ;
- ▶ **65 %** des personnes trans ont été discriminées au cours de la dernière année ;
- ▶ **44 %** d'entre elles ont subi des agressions ou du harcèlement au cours de la dernière année.

LE SYNDICALISME SE CONSTRUIT  
AUSSI DANS SES MARGES

Cette soirée a rappelé avec force qu'un syndicalisme qui ignore les luttes minoritaires s'affaiblit lui-même. Les enjeux queers interrogent la capacité du mouvement syndical à défendre l'ensemble des travailleur·euses dans toute leur diversité. Ne pas mener ces luttes, c'est laisser le terrain libre aux politiques LGBTphobes de la droite et de l'extrême droite et aux politiques patronales de façade. Les construire ensemble, c'est améliorer le rapport de force pour tout le monde.

Prochains *afterworks* : la lutte contre le racisme en juin et contre l'extrême droite à la rentrée.

## GUERRE EN IRAN ET AU LIBAN

# NOUVEAU DÉSORDRE OU ACCIDENT ?

**Le contexte international actuel se caractérise par une accumulation de crises qui semblent se répondre et s'alimenter mutuellement. Ces tensions traduisent une transformation profonde de l'ordre mondial. Après plusieurs décennies marquées par une relative stabilité dominée par les puissances occidentales, le monde entre dans une phase de recomposition...**

Les mécanismes de régulation et d'atténuation des rapports de force entre pays marquent aujourd'hui un retrait très net. Nous assistons de plus en plus fréquemment à des violations répétées et assumées du droit international. Cette évolution se manifeste d'abord par la multiplication des conflits armés. La guerre en Ukraine en est l'illustration la plus visible sur le continent européen. De même, l'agression déclenchée par les USA et Israël est une guerre de choix. Elle a confirmé le recours désormais systématique aux assassinats, à la prise pour cibles des populations et à l'attaque d'infrastructures civiles. Mais la capacité de l'Iran à soutenir le choc, malgré la répression sanglante conduite contre la population ces derniers mois, s'explique à la fois par la base sociale que le régime y détient encore et par un réflexe national qu'a engendré l'agression militaire contre les infrastructures civiles. Moins que jamais, les Iranien-nes semblent disposés à se laisser imposer un changement de l'extérieur.

## DES JUSTIFICATIONS QUI NE RÉSISTENT PAS À L'ANALYSE

Les négociations et les cessez-le-feu se sont succédé, sans permettre l'émergence de solution durable. La crise s'est étendue au Liban, qui est aujourd'hui victime à son tour de la « doctrine Gaza », sur fond de fractures internes importantes, notamment sur le rôle et l'armement du Hezbollah.

Le choix de prendre l'Iran pour cible a été « justifié » par la volonté de l'empêcher de se doter de l'arme nucléaire. Outre que cette « justification » ne répond pas à une question fondamentale (pourquoi l'Iran ne serait pas autorisé à se doter de l'arme nucléaire alors que ses voisins plus ou moins proches en sont dotés), c'est la « nature agressive et déstabilisatrice » du régime iranien qui est brandie pour expliquer cette interdiction. Elle fait fi du fait que le pays qui a le plus agressé ses voisins et violé le droit international ces cinquante dernières années n'est autre que... Israël, qui est doté de l'arme nucléaire sans que nul ne s'en préoccupe.

## L'EXPANSIONNISME D'ISRAËL

Les guerres en cours en Iran et au Liban sont étroitement liées, même si l'agenda israélien et américain ne sont pas totalement superposables. Benyamin Netanyahu veut poursuivre l'expansionnisme israélien en Syrie et au Liban. Au plateau du Golan, déjà illégalement annexé, il s'est adjoint une zone supplémentaire qui menace aujourd'hui directement la capitale syrienne. Au Liban, les visées anciennes sur les eaux du fleuve Litani sont de nouveau à l'ordre du jour, à peine camouflées par des motifs sécuritaires.

D'autre part, Israël recherche en permanence la fragmentation confessionnelle ou ethnique de ses voisins. Le Premier ministre israélien conduit enfin une stratégie de survie politique liée au maintien d'un état de guerre permanent. Le plus inquiétant est que le discours qui prétend rechercher la sécurité d'Israël par la voie militaire est aujourd'hui très largement dominant dans le pays, à tel point que, selon les sondages, plus de 70 % de la population est opposée à un cessez-le-feu avant « qu'une solution définitive qui garantit la sécurité d'Israël n'ait été obtenue ».

## LES DEUX GRANDS RIVAUX

Pour Donald Trump dont les vases-hésitations et les incohérences médiatiques font douter de la santé mentale, on peut néanmoins dégager des lignes de force assez claires : il a constamment été partisan, depuis 1979, d'une action militaire contre l'Iran. Surtout, dans sa logique de confrontation avec la Chine, il reste cohérent. Les USA ne clament jamais « qu'ils y vont pour le pétrole », mais ils sont toujours là où il y en a. Les USA sont certes autosuffisants en matière d'hydrocarbures, mais priver le grand rival chinois de ressources importantes compte tout autant que cette autosuffisance. Plus généralement, ce sont toutes les ressources stratégiques qui sont visées par le président américain. Sa stratégie, là encore, ne doit pas être jugée au regard de ses élucubrations histrioniques. Au cœur de cette « logique » se trouve le retour des logiques de puissance. La rivalité entre les États-Unis et la Chine structure désormais



une grande partie des relations internationales. Elle se déploie sur le terrain commercial, technologique et militaire.

## LA LOGIQUE MAGA

Pour Donald Trump, l'IA est devenue la maîtresse des champs de bataille. C'est elle qui est déjà et sera toujours plus déterminante dans le domaine militaire. Les États-Unis doivent asseoir leur domination mondiale sur l'IA, qui est une très grosse consommatrice de ressources. En privant la Chine, au moins partiellement, de ces ressources ou en rendant son approvisionnement plus difficile, Trump poursuit un dessein cohérent avec la logique MAGA.

Là où ce raisonnement bute, comme bute la stratégie américaine contre l'Iran, c'est sur son simplisme. Les réalités économiques et militaires sont infiniment plus complexes que celles qui guident les décisions du Bureau ovale. Que les stratèges américains n'aient pas anticipé la fermeture du détroit d'Ormuz et ses conséquences en dit long. Qu'ils aient pensé que le régime de Téhéran s'effondrerait comme un château de cartes en quelques heures, aussi. Tout comme leur sous-estimation de l'imbrication du Hezbollah dans la société libanaise et leur persistance à le traiter comme un corps étranger qu'il suffirait d'extirper. Les peuples sont ainsi faits qu'il leur arrive, bien souvent, de décevoir ceux qui prétendent les gouverner.

## L'ONU PARALYSÉE

Dans ce contexte, la Russie cherche à maintenir son influence, contribuant à complexifier encore davantage les équilibres globaux. L'Europe, de son côté, émerge à peine de la gueule de bois que lui inflige le divorce américain.

Cette montée des rivalités explique l'affaiblissement historique du multilatéralisme. Les Nations unies sont de plus en plus paralysées face aux blocages entre grandes puissances. Les mécanismes de coopération internationale, qui ont vocation à encadrer les tensions, peinent à jouer leur rôle, laissant place à des logiques de blocs et à des stratégies nationales plus affirmées. Face à la toute-puissance israélienne au Moyen-Orient, une alliance

« islamique » se dessine entre le Pakistan, l'Arabie saoudite et la Turquie. Le problème, c'est que les logiques, dissuasives dans l'intention, portent en germe les guerres futures.

Les conséquences de cette situation dépassent largement le champ diplomatique. Sur le plan économique, les tensions internationales perturbent les échanges et contribuent à des phénomènes inflationnistes, notamment en matière d'énergie et de matières premières. Les chaînes d'approvisionnement se réorganisent, parfois au prix d'une moindre efficacité, dans une logique de sécurisation plutôt que d'optimisation.

## LE SIGNE D'UN BASCULEMENT PROFOND

Sur le plan social et politique, ces évolutions pèsent directement sur les populations. La hausse des dépenses militaires, les incertitudes économiques et les mouvements migratoires alimentent des tensions internes dans de nombreux pays, où ces facteurs contribuent à fragiliser les institutions démocratiques et à renforcer les discours de repli.

Face à ces transformations, plusieurs scénarios se dessinent. Le plus probable est celui d'un enlisement durable des conflits, tandis que l'émergence d'un « dés-ordre » multipolaire semble se confirmer. Dans ce contexte, des puissances intermédiaires pourraient jouer un rôle croissant, en cherchant à peser sur les équilibres.

La situation internationale actuelle ne relève pas d'une crise passagère qui pourrait disparaître en même temps que Donald Trump, mais d'un basculement plus profond. Le monde qui se dessine est à la fois instable et conflictuel, marqué par des rivalités durables et des équilibres incertains. Cette évolution pose un défi majeur : celui de repenser les outils de régulation internationale afin de limiter les risques d'escalade et de préserver des formes de coopération indispensables.

Pour des syndicalistes, elle pose avec urgence la question du retour des travailleur·ses au premier plan d'une scène mondiale, où l'on dispose d'eux sans qu'ils ne puissent faire entendre leur voix ou imposer leurs choix.

PHOTO

# SEBASTIÃO SALGADO À L'HÔTEL DE VILLE

La Mairie de Paris donne à voir plus d'une centaine de tirages du grand artiste brésilien mondialement reconnu, décédé l'an dernier à Neuilly. Quand l'art et l'humanité ne font qu'un. Un hommage rendu à celui qui rendait hommage aux travailleurs et à la nature.

C'est une véritable rétrospective de l'œuvre du photographe brésilien Sebastião Salgado, disparu l'an dernier, que nous propose la Mairie de Paris. Cent quatorze tirages couvrant une période qui commence au début des années quatre-vingt et qui s'achève en 2024, quand la même Mairie de Paris propose à cet artiste, parisien de cœur, de réaliser une série de photographies de la capitale. Ce sera sa dernière œuvre.

Dernière œuvre d'une vie à capter sur la pellicule l'humanité partout dans le monde. Un tour du monde, donc, mais pas « de carte postale », plutôt le monde du labeur, de la misère souvent, comme pour rappeler à tous que ce monde-là existe aussi et surtout. Que ce soit au Brésil, avec ses célèbres clichés montrant des milliers de pauvres hères remontant d'un gigantesque trou de dizaines de mètres de profondeur – une mine d'or –, sur des échelles invraisemblables, de lourds sacs sur leurs épaules. Des sacs qui contiendront parfois une once du précieux métal, mais souvent rien qui vaille. Ou encore au Koweït où des ouvriers, entièrement recouverts de pétrole, s'acharnent à fixer une énorme pièce métallique au bout d'un pipe-line.

## “L'HOMME EST NOBLE PARTOUT”

« Je voudrais, écrivait Sebastião Salgado, que celui qui regarde mes images sente que l'homme est noble partout. » Partout, c'est au Soudan, où il nous montre un instituteur – sans doute improvisé – faisant l'école sous un arbre à quelques gamins assis par terre. En Inde, où les quais du métro de Mumbai sont bondés. Au Mexique, où l'on perçoit au loin le mur de Trump. Au Koweït encore, durant la guerre menée par l'Irak, où un soldat irakien mort carbonisé gît dans une position aussi grotesque que tragique. Au Rwanda, où des réfugiés survivent dans des conditions abominables et en Bolivie, dans les mines d'étain. Les ouvriers des cokeries n'échappent pas à son objectif, que ce soit à Dunkerque, en Ukraine ou au Kazakstan, ni les coupeurs de canne de Cuba. Non plus que cette cohorte de paysans sans terre qui viennent, avec détermination, occuper une ferme au Brésil, tous munis – armés – d'une faux.

Le monde du travail, donc, encore et toujours. Mais Sebastião Salgado est également un grand admirateur de la nature et son

défenseur. Au Brésil, il a créé une ONG qui a planté quatre millions d'arbres sur une terre agonisante de surexploitation. La nature, il l'a photographiée partout et sous tous les angles, avec l'œil de l'artiste qu'il est. De près, comme cette patte d'alligator qu'on pourrait prendre pour un bijou, ou de loin avec les arabesques ou les surprises géométriques que prennent parfois ses formes. Dans l'Antarctique, au Canada, en Libye, en Indonésie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée où l'on construit sa maison au sommet des arbres, en Namibie où il surprend un léopard en train de s'abreuver ou en Zambie devant un troupeau de buffles. Car il s'intéresse aussi, bien entendu, à la faune. Par exemple avec ces albatros et ces éléphants de mer de Géorgie du Sud, ou ces colonies de manchots sur un glacier de Patagonie.



## DÉCLIC

Et puis, bien sûr, Paris, son dernier travail. Le Paris que l'on connaît, mais vu par l'œil de l'artiste, du canal Saint-Martin qu'il aimait tant en passant par l'île de la Cité et jusqu'à la petite ceinture. Avec ce noir et blanc qui donne l'impression de voir le Paris d'aujourd'hui sur des photos anciennes. Une expo comme un résumé de son œuvre, reconnaissable entre toutes, avec une maîtrise magistrale du noir et blanc, des cadrages créant l'émotion et l'art subtil de capter à la fois la condition humaine et le trésor mis à mal de la nature. Et pourtant,

ce n'est pas à la photo que Sebastião Salgado était destiné. Né en 1944 au Brésil, il fait des études d'économie. Militant des Jeunesses communistes, il doit fuir la dictature brésilienne et débarque à Paris avec sa femme. Il y continue ses études d'économie puis est embauché par l'Organisation internationale du café. Dans son travail, il est amené à prendre des photos. Et là, le... dé clic : « Je me suis aperçu que les images me donnaient dix fois plus de plaisir que les rapports économiques. » L'autodidacte commence à travailler pour Sygma, Gamma, Magnum. C'était parti pour le plaisir. Et le nôtre.

• Expo-hommage à Sebastião Salgado, à l'hôtel de ville de Paris, entrée par le 3, rue de Lobau, jusqu'au 30 mai 2026. Attention : c'est gratuit mais il faut réserver son créneau horaire (sur le site de la Mairie de Paris), et les créneaux affichent rapidement complet.



la  
**CGT**  
**PARIS**



# La Macif vous protège dans votre activité syndicale avec **des contrats sur mesure.**

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,  
est un engagement de tous les instants.

La Macif est à vos côtés pour soutenir  
et sécuriser votre action militante.

→ **Contactez-nous : [partenariat@macif.fr](mailto:partenariat@macif.fr)**



La Macif,  
c'est **vous.**

Crédit photo : Ryan Lees / Hoxton / GraphicObsession.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social: 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.